

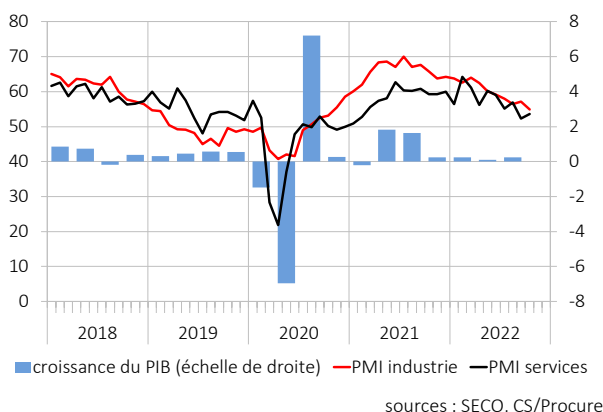
# Situation de l'économie suisse

## Aperçu

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, la reprise de l'économie suisse s'est poursuivie conformément aux attentes. Le PIB a progressé de 0,2 % (graphique 1),<sup>1</sup> contre 0,1 % au trimestre précédent. Le marché du travail a poursuivi son évolution positive : l'emploi a modérément augmenté et le chômage a légèrement diminué. Les indicateurs avancés correspondants indiquent que les entreprises continuent d'augmenter leurs effectifs, malgré une tendance à la perte de dynamisme.

### graphique 1 : PIB et PMI

PIB : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, en % par rapport au trimestre précédent, PMI : désaisonnalisé, 50 = seuil de croissance

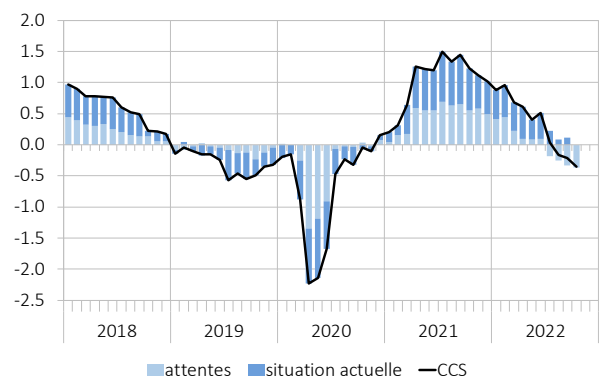


La situation favorable du marché du travail a soutenu les revenus des ménages. Les dépenses de consommation ont à nouveau progressé de manière significative au 3<sup>e</sup> trimestre. Même si le taux d'inflation a encore augmenté, dépassant largement les niveaux des années précédentes, il est resté relativement modéré, avec une moyenne trimestrielle d'environ 3,4 %, par rapport à d'autres pays et aux décennies passées.

Cependant, l'environnement international a exercé de plus en plus de freins sur les secteurs de l'économie d'exportation suisse particulièrement sensibles à la conjoncture. Les exportations de machines et de métaux ont baissé ; la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a légèrement reculé, partant d'un niveau très élevé.

### graphique 2 : Climat conjoncturel suisse (CCS)

écart par rapport à la moyenne à long terme, contributions des composantes



Les indicateurs conjoncturels actuels donnent une image hétérogène. L'indice du climat conjoncturel suisse se situe, depuis l'été, en dessous de sa moyenne historique (graphique 2). Ce sont notamment les attentes concernant l'évolution future de la conjoncture qui se sont assombries, tandis que la situation actuelle est tout de même jugée relativement satisfaisante. De grandes différences subsistent entre les enquêtes auprès des ménages et celles auprès des entreprises. Le climat de consommation a atteint son plus bas niveau historique (voir p. 4), tandis que les indices des directeurs d'achat (PMI) pour l'industrie et le secteur des services se sont maintenus au-dessus du seuil de croissance en octobre (graphique 1).

<sup>11</sup> Au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, le PIB corrigé des événements sportifs et sa valeur non corrigée ne diffèrent que très peu.

## Produit intérieur brut

### Production

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, le PIB de la Suisse a progressé de 0,2 % (corrigé des événements sportifs : 0,2 % ; graphique 1 ainsi que p. 8). Le **secteur secondaire** s'est développé de façon hétérogène, apportant dans son ensemble une contribution négative à la croissance de -0,2 point de pourcentage. A contrario, le **secteur des services** a poursuivi la reprise largement étayée qu'il a amorcée après la crise du coronavirus et a fourni à la croissance une contribution de 0,4 point de pourcentage.

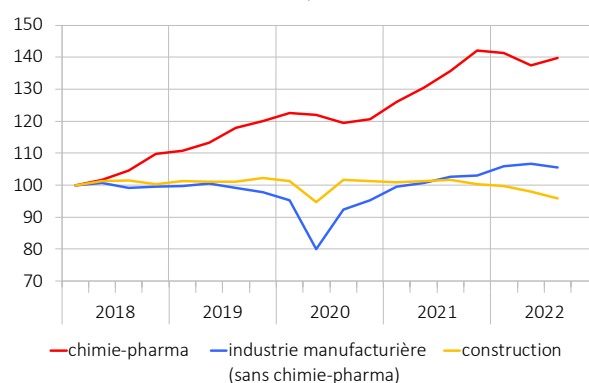
La valeur ajoutée dans l'**industrie manufacturière** a reculé de 0,2 %. La valeur ajoutée de l'**industrie chimique et pharmaceutique** a certes progressé de 1,7 % après un premier semestre en demi-teinte. Elle se maintient ainsi à un niveau élevé et stable depuis mi-2021, à l'instar des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques. Toutefois, les **autres secteurs industriels** ont enregistré une baisse de 1,1 % dans un contexte marqué par des exportations et des chiffres d'affaires industriels modérés (graphique 3). Les entreprises devraient notamment souffrir de l'affaiblissement de l'environnement international : d'une part, les enquêtes PMI dans l'industrie indiquent que le seuil de croissance de 50 points n'a pas été atteint dans de nombreux pays depuis le mois d'août ; d'autre part, les entreprises ont signalé, depuis juillet, une baisse sensible des entrées de commandes étrangères. Néanmoins, le climat des affaires reste globalement confiant et l'enquête PMI<sup>2</sup> d'octobre indique que la production est robuste.

Le **secteur de la construction** a enregistré une baisse de 2,2 %, ce qui signifie que la valeur ajoutée s'est encore contractée après un premier semestre déjà faible. Les entreprises continuent de faire état de carnets de commandes bien remplis et d'une demande robuste. Toutefois, elles déplorent de grandes difficultés à recruter.<sup>3</sup> Pour compliquer les choses, les prix de la construction continuent d'augmenter à un rythme supérieur à la moyenne dans le contexte de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie. Par exemple, les prix du ciment, du verre et de la céramique étaient en octobre supérieurs de près de 7 % à leur niveau de l'année précédente. Le **secteur de l'énergie** a connu une baisse de 7 % de sa valeur ajoutée. Au 3<sup>e</sup> trimestre, la production d'électricité a certes été plus importante qu'au trimestre

précédent. Cependant, les centrales de pompage-turbinage ont consommé beaucoup d'énergie pour la mise à disposition de réserves de stockage. La centrale de pompage-turbinage de Nant de Drance est également en service depuis juillet 2022. Par conséquent, la production nette a diminué au 3<sup>e</sup> trimestre.

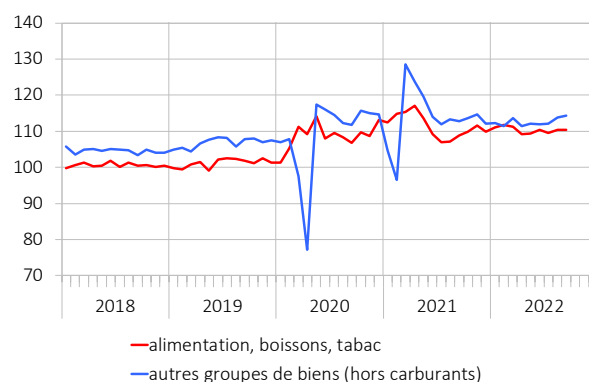
**graphique 3 : Valeur ajoutée, secteur industriel**

valeurs réelles désaisonnalisées, 1<sup>er</sup> trimestre 2018 = 100



source : SECO

**graphique 4 : Chiffres d'affaires du commerce de détail**  
indice, valeurs réelles désaisonnalisées



source : OFS

Le **commerce de détail** a enregistré une hausse de la valeur ajoutée (0,7 %). Les ventes de produits alimentaires, de carburants et de produits non alimentaires ont augmenté par rapport au trimestre précédent (graphique 4). Par conséquent, les détaillants continuent d'estimer que le climat des affaires est plus positif que la moyenne, même si la confiance s'est récemment quelque peu détériorée. Dans les **autres commerces**, la valeur ajoutée a augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre (2,3 %). Cette évolution positive a été soutenue par la robustesse du commerce de

<sup>2</sup> <https://www.procure.ch/magazin/artikel/pmi-oktober-2022-unternehmen-bereiten-sich-auf-energiemangellage-vor/>.

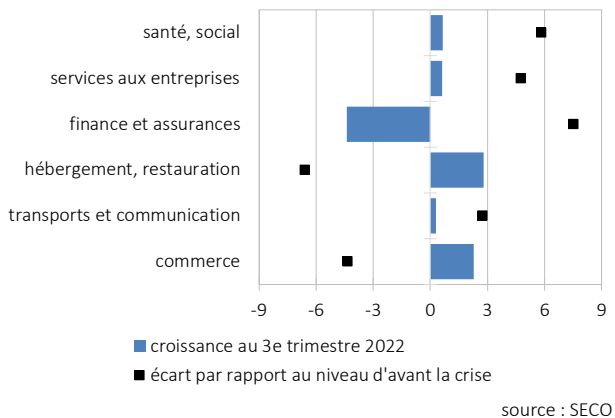
<sup>3</sup> Dans l'enquête d'octobre du KOF sur le climat des affaires dans le secteur de la construction, plus de 50 % des entreprises ont déclaré manquer de main-d'œuvre.

détail et par une augmentation des nouvelles immatriculations de voitures de tourisme.

Les **services liés aux entreprises**, qui représentent l'un des secteurs les plus importants du PIB suisse, pour une part de près de 17 %, ont évolué positivement : avec une hausse de 0,6 %, la valeur ajoutée y a augmenté à un rythme supérieur à la moyenne (graphique 5). L'emploi a augmenté en conséquence. La valeur ajoutée du **secteur de la santé et de l'action sociale** (+0,7 %) et celle de **l'administration publique** (+0,5 %) ont également connu une évolution positive. Les **autres activités de services** n'ont connu qu'une faible croissance (+0,1 %). La valeur ajoutée des **services financiers** a diminué (-4,4 %) en raison d'un faible trimestre dans les activités de crédit.

#### graphique 5 : Valeur ajoutée, secteurs des services

valeurs réelles désaisonnalisées, en %



Le secteur de **l'hôtellerie et de la restauration** a enregistré une forte hausse de la valeur ajoutée (+2,8 %). L'emploi a fortement augmenté tant dans la restauration que dans l'hôtellerie. Cette évolution positive a été favorisée par d'autres effets de rattrapage après la pandémie de coronavirus : même si les Suisses sont repartis en plus grand nombre en vacances à l'étranger, cela a été compensé dans une large mesure par une forte hausse du tourisme étranger. Le nombre total de nuitées a augmenté rapidement. Il existe toutefois encore un potentiel de rattrapage. La valeur ajoutée du secteur de l'hôtellerie et de la

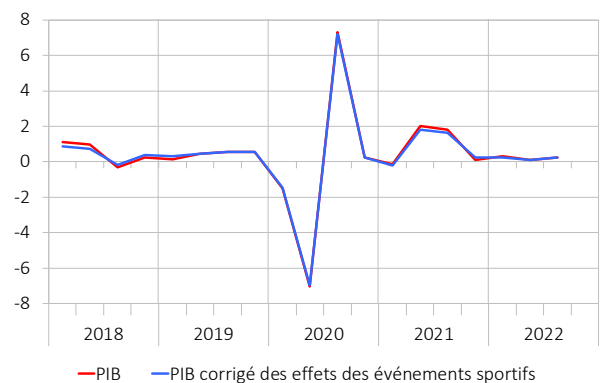
restauration au 3<sup>e</sup> trimestre était encore inférieure de près de 7 % à son niveau d'avant la crise.

Le secteur des **transports et des communications** a également profité de la reprise des activités de voyage. La valeur ajoutée y a encore augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,3 %). C'est plus particulièrement le transport de passagers qui s'est montré dynamique. En revanche, le transport de marchandises n'a évolué que modérément, ce qui reflète le développement mitigé de l'industrie. Le nombre de marchandises transportées par rail a légèrement diminué au 3<sup>e</sup> trimestre.

La branche des **arts, spectacles et activités récréatives** a poursuivi sa reprise au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,2 % ; corrigé des événements sportifs : +0,4 %). Au 3<sup>e</sup> trimestre, la valeur ajoutée liée aux grands événements sportifs internationaux n'a été que très faible. Corrigée des événements sportifs, la croissance du PIB au 3<sup>e</sup> trimestre a ainsi été de 0,2 %, soit pratiquement le même niveau que sans la correction des événements sportifs (graphique 6).

#### graphique 6 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



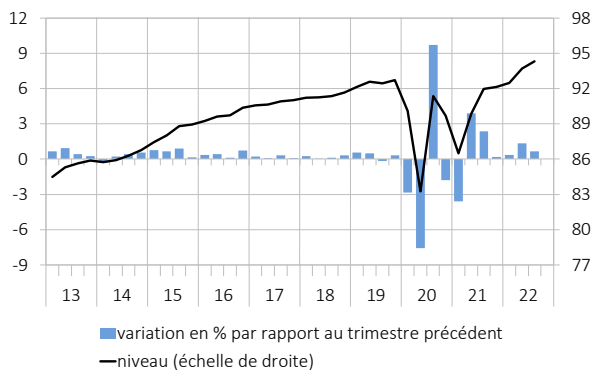
## Dépenses

### Consommation

Au 3<sup>e</sup> trimestre, la consommation privée a poursuivi son redressement après l'effondrement engendré par la crise du coronavirus. Après une forte hausse de 1,3 % au trimestre précédent, la consommation privée a enregistré un nouveau trimestre de croissance supérieure à la moyenne (+0,7 % ; graphique 7 et p. 9 s.)<sup>4</sup>.

graphique 7 : Consommation privée

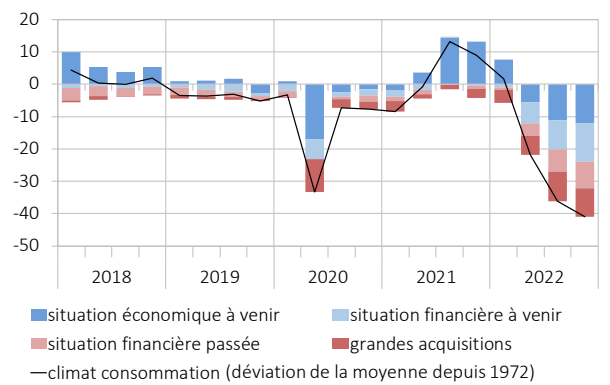
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



Durant les mois d'été, les dépenses en services de loisirs et en voyages ont clairement continué à se remettre de l'impact de la pandémie de coronavirus. Les dépenses en services de restauration et d'hébergement ont, elles aussi, encore augmenté, quoique de façon nettement moins dynamique qu'au trimestre précédent. Les dépenses de transport ont également connu une évolution positive : outre les transports publics, les transports privés ont également connu une légère croissance des dépenses, tout en partant d'un niveau très bas. Depuis septembre, une légère détente de l'approvisionnement en intrants se dessine, ce qui se reflète dans les immatriculations de voitures. Les dépenses de logement et d'énergie ont également connu une croissance supérieure à la moyenne. La fraîcheur du mois de septembre a contribué à ce résultat, les besoins en chauffage ayant été plus élevés que d'habitude à cette période de l'année. Dans le commerce de détail, les dépenses en habillement ont diminué au 3<sup>e</sup> trimestre, après une croissance robuste au trimestre précédent. Dans l'ensemble, les dépenses non alimentaires ont toutefois augmenté. Cependant, les dépenses en produits alimentaires et en boissons se sont stabilisées à un niveau élevé.

graphique 8 : Climat de consommation

valeurs désaisonnalisées, moyenne à partir de 1972 = 0



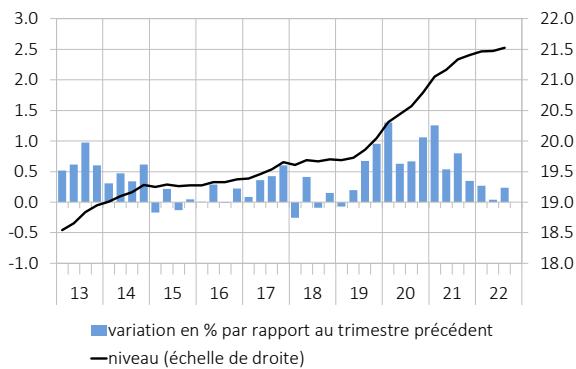
L'évolution soutenue des dépenses de consommation est contrebalancée par une nouvelle détérioration du climat de consommation. L'indice est à son plus bas niveau historique. Les répondants continuent néanmoins de porter un jugement très positif sur le marché du travail. Les attentes concernant l'évolution économique générale au cours des douze prochains mois sont toutefois encore plus négatives qu'au trimestre précédent (graphique 8). Les consommateurs estiment en outre leur situation financière comme étant très négative. L'évolution des prix à la consommation a probablement contribué de manière prépondérante à cette situation : bien que le sous-indice de l'évolution attendue des prix se soit légèrement redressé, l'évolution passée s'est maintenue à un niveau très élevé. Outre la hausse des prix, l'incertitude liée à la guerre en Ukraine et à une éventuelle pénurie d'énergie l'hiver prochain devrait continuer à expliquer le pessimisme du climat de consommation. Jusqu'à présent, la baisse du moral des ménages ne se reflète pas dans les données concrètes sur les dépenses des ménages.

Les **dépenses de consommation de l'État** ont légèrement augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,2 % ; graphique 9) : la hausse un peu plus forte des dépenses nominales a été compensée par une nouvelle augmentation des prix, ce qui a freiné la hausse en termes réels. Les dépenses liées à la pandémie de coronavirus, à la guerre en Ukraine et aux mouvements de réfugiés qui en découlent devraient continuer à soutenir la consommation de l'État dans un avenir proche.

<sup>4</sup> Y compris la consommation des organisations privées sans but lucratif.

**graphique 9 : Consommation de l'État**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



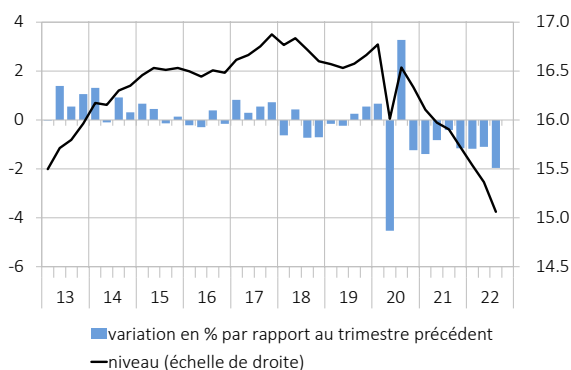
source : SECO

**Investissements**

Au 3<sup>e</sup> trimestre, les **investissements dans la construction** ont été en baisse, et ce pour le huitième trimestre consécutif (-2,0 % ; graphique 10). Ils ont surtout reculé dans la construction commerciale, mais aussi dans la construction résidentielle. Le génie civil, en revanche, n'a fait que stagner. La pénurie de biens intermédiaires s'est cependant quelque peu atténuée, ce qui a ralenti la hausse des prix de la construction par rapport aux trimestres précédents. De son côté, la pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction a pesé sur la situation.

**graphique 10 : Investissements dans la construction**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

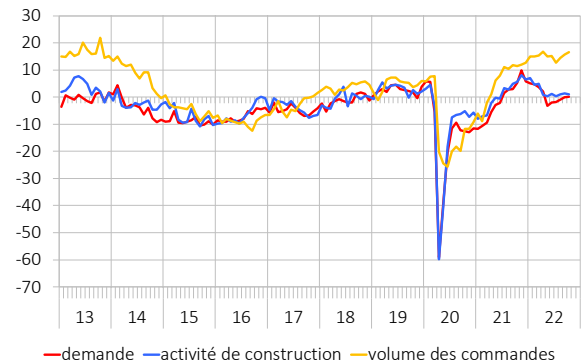
Les carnets de commandes se sont récemment légèrement améliorés et sont très élevés en comparaison historique (graphique 11), en particulier dans le bâtiment et le second œuvre. Il convient de noter que seule une partie du second œuvre est comptabilisée au titre des investissements dans la construction.

Il est peu probable que ce bon niveau de commandes se traduise par une augmentation de l'activité de construction. Bien que les prévisions des entreprises du secteur de la construction se soient récemment quelque peu améliorées, dans l'ensemble, les entreprises s'attendent

à une stagnation de la demande et de l'activité de construction au cours des prochains mois. Les capacités, qui sont encore fortement utilisées en comparaison historique, ne devraient guère s'accroître compte tenu de la pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée. Dans le secteur du bâtiment, les entreprises s'attendent à un nouveau ralentissement.

**graphique 11 : Construction, indicateurs de confiance**

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois

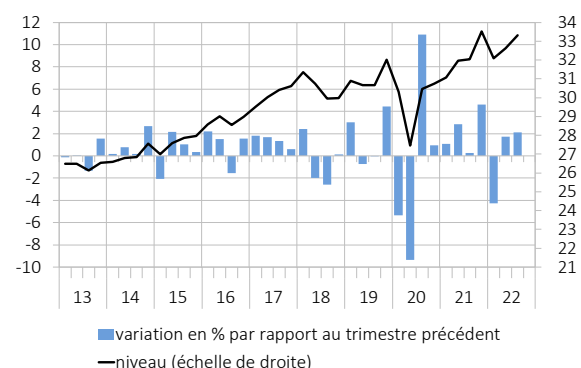


source : KOF

Cela s'explique notamment par la hausse des taux d'intérêt hypothécaires au cours des derniers mois, qui a freiné la demande de biens immobiliers. Bien que les logements vacants aient récemment diminué, ils restent à un niveau élevé, en comparaison historique, après la forte activité de construction de ces dernières années, en particulier pour les logements locatifs. De tels immeubles de rendement deviennent moins attrayants pour les investisseurs à mesure que les taux d'intérêt généraux augmentent. L'activité de construction devrait également en pâtir.

**graphique 12 : Investissements en biens d'équipement**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

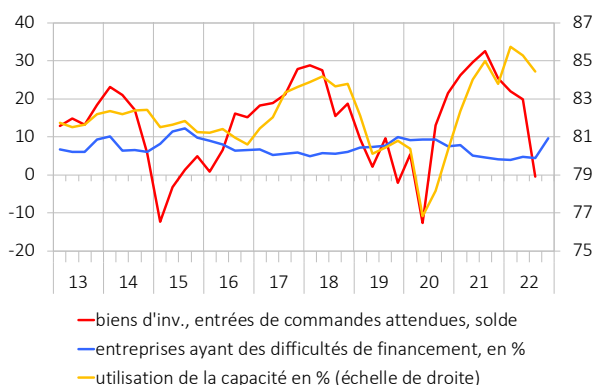
Les investissements en biens d'équipement ont augmenté de 2,1 % au 3<sup>e</sup> trimestre (graphique 12). Les investissements dans les véhicules ont été fortement incités par l'atténuation des difficultés d'approvisionnement au niveau international. Cela dit, les investissements dans la

recherche et le développement, dans l'informatique et dans les services informatiques ont également contribué à la croissance. En revanche, les investissements dans les machines ont diminué au 3<sup>e</sup> trimestre.

Le climat d'investissement s'est probablement dégradé sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des récentes hausses de taux d'intérêt. C'est ce qu'indiquent les prévisions des entrées de commandes des producteurs de biens d'investissement, qui ont récemment été nettement inférieures à leur moyenne à long terme (graphique 13). En outre, la proportion d'entreprises éprouvant des difficultés à se financer a considérablement augmenté : près de 10 % de l'ensemble des entreprises manufacturières ont indiqué que les restrictions financières constituaient un obstacle à la production. Cependant, l'utilisation des capacités de production dans l'industrie évolue toujours à un niveau supérieur à la moyenne, ce qui indique un certain besoin d'investissement. Du côté de l'offre, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée continue de constituer un obstacle pour les producteurs de biens d'investissement. En revanche, les goulets d'étranglement dans les biens intermédiaires ont diminué.

**graphique 13 : Indicateurs dans l'industrie**

valeurs désaisonnalisées



source : KOF

### Commerce extérieur

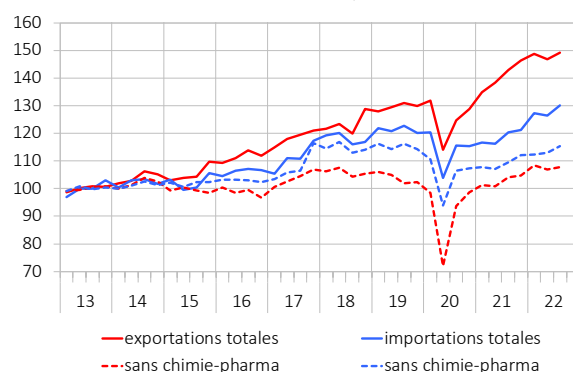
Dans l'ensemble, le commerce extérieur a fourni une contribution positive à la croissance du PIB au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 (voir aussi p. 9 s.). Alors que le commerce de marchandises a donné une impulsion positive, le commerce des services a contribué négativement à la croissance du PIB dans son ensemble.

Les exportations et les importations de marchandises suisses ont progressé à des taux nettement supérieurs à la moyenne au 3<sup>e</sup> trimestre (graphique 14).<sup>5</sup> Elles ont donc fait mieux que ce qui a souvent été escompté, cela

en raison de l'appréciation du franc suisse et de l'environnement international.

**graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2013 = 100

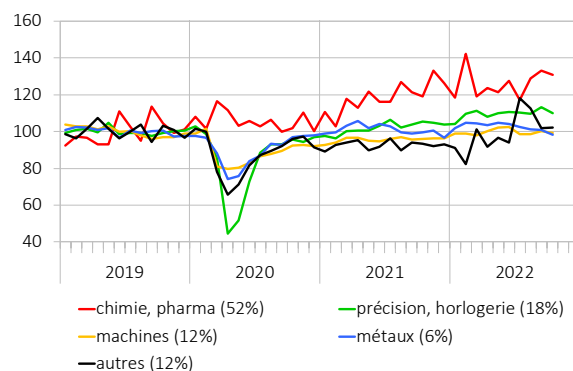


source : SECO

La croissance des **exportations de marchandises** (+1,7 %, hors rubrique chimie-pharma : +0,9 %) a notamment été portée par la hausse des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques, de biens énergétiques et de montres (graphique 15). En revanche, les rubriques Machines, appareils et électronique ainsi que Métaux ont fourni une impulsion négative. Les exportations de marchandises présentent un tableau contrasté selon les partenaires commerciaux. Alors que les exportations vers les États-Unis, le Japon et les pays du Bric (sans la Russie) ont connu une croissance parfois forte, celles vers la zone euro et le Royaume-Uni ont reculé.

**graphique 15 : Exportations de marchandises, diverses rubriques**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2021



source : SECO

En ce qui concerne les **importations de marchandises** (+3,0 %, hors rubrique chimie-pharma : +2,0 %), les plus fortes impulsions de croissance durant le 3<sup>e</sup> trimestre ont

<sup>5</sup> Afin de faciliter l'interprétation conjoncturelle, les exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur et le commerce de transit sont commentées ci-après. En raison de différences de définition et de déflation, les chiffres présentés ici diffèrent de ceux de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Dans les graphiques, les formes abrégées suivantes sont utilisées : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

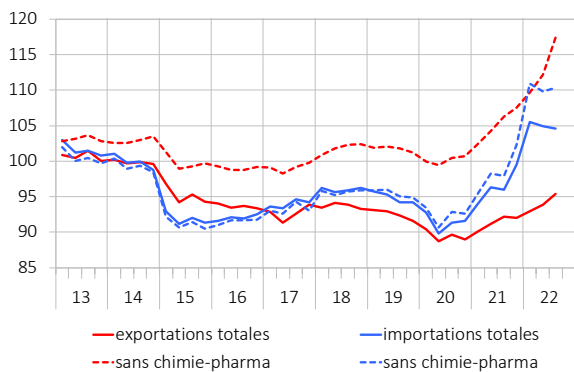
été données par les rubriques Chimie-pharma, Énergie et Véhicules. Les rubriques des biens agricoles, des métaux ainsi que des instruments de précision et de la bijouterie ont apporté les plus lourdes contributions négatives à la croissance. La répartition des importations de marchandises par partenaire commercial est tout aussi hétérogène : alors que les importations en provenance de la zone euro, des États-Unis et de la Chine ont augmenté, celles en provenance du Japon et du Royaume-Uni ont diminué.

Les prix ont, pour l'essentiel, reproduit la tendance du trimestre précédent (graphique 16). Ainsi, les prix à l'exportation ont poursuivi leur légère hausse au 3<sup>e</sup> trimestre (+1,6 %), notamment grâce aux rubriques Machine et Instruments de précision, horlogerie et bijouterie. Cependant, la plupart des autres rubriques ont enregistré des prix à l'exportation négatifs.

En ce qui concerne les prix à l'importation, la situation est légèrement différente. L'appréciation du franc suisse, au cours des derniers mois, ainsi que la détente notable des difficultés d'approvisionnement sur le plan international ont eu un effet modérateur sur l'évolution des prix. Ainsi, les prix à l'importation ont continué de baisser au 3<sup>e</sup> trimestre (-0,3 %). Ils demeurent toutefois à un niveau historiquement très élevé.

#### graphique 16 : Déflateurs du commerce de marchandises

valeurs désaisonnalisées et corrigées de la valeur moyenne



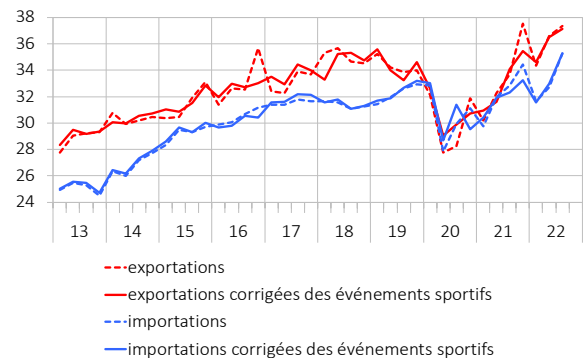
source : SECO

Les **exportations de services** ont augmenté de 2,0 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, après une hausse de 6,6 % au trimestre précédent (corrigées des événements sportifs : +1,7 % contre +5,5 % au trimestre précédent ; graphique 17). La croissance a été principalement portée par l'augmentation des exportations en matière de recherche et développement ainsi que dans le secteur du tourisme. Les services de transport ont aussi connu une forte croissance, grâce à l'évolution positive du tourisme international. Durant les mois d'été, le nombre de visiteurs européens et américains a largement retrouvé son niveau

d'avant la crise. Par contre, les nuitées des touristes asiatiques sont toujours inférieures d'environ 50 %. Cela s'explique essentiellement par le retour hésitant de la clientèle chinoise, mais aussi du reste de l'Asie de l'Est et du Sud, où des restrictions de voyage sont toujours en vigueur. Les exportations de licences et de brevets ainsi que de services informatiques ont également contribué négativement au résultat global.

#### graphique 17 : Commerce extérieur de services

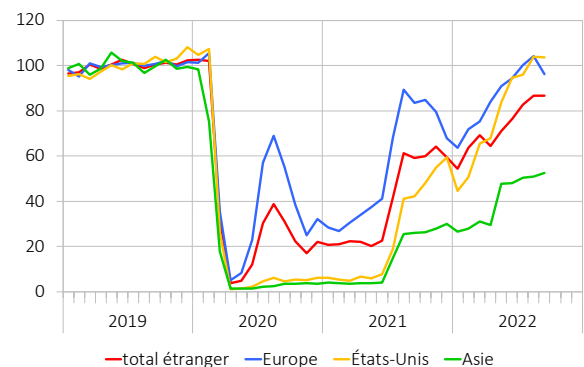
valeurs réelles désaisonnalisées, niveaux en mia de francs



source : SECO

#### graphique 18 : Nuitées selon la provenance des touristes

valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les **importations de services** ont à nouveau nettement augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 (+7,8 %) après une hausse de 3,3 % au trimestre précédent (corrigées des événements sportifs : +7,0 % contre +4,5 % ; graphique 17). Cette évolution positive a été amplement étayée. Les importations touristiques ont poursuivi leur nette progression au 3<sup>e</sup> trimestre, mais un potentiel de reprise subsiste par rapport au niveau d'avant la crise. Les importations de services aux entreprises, notamment en matière de recherche et développement, ont également contribué au résultat global positif.

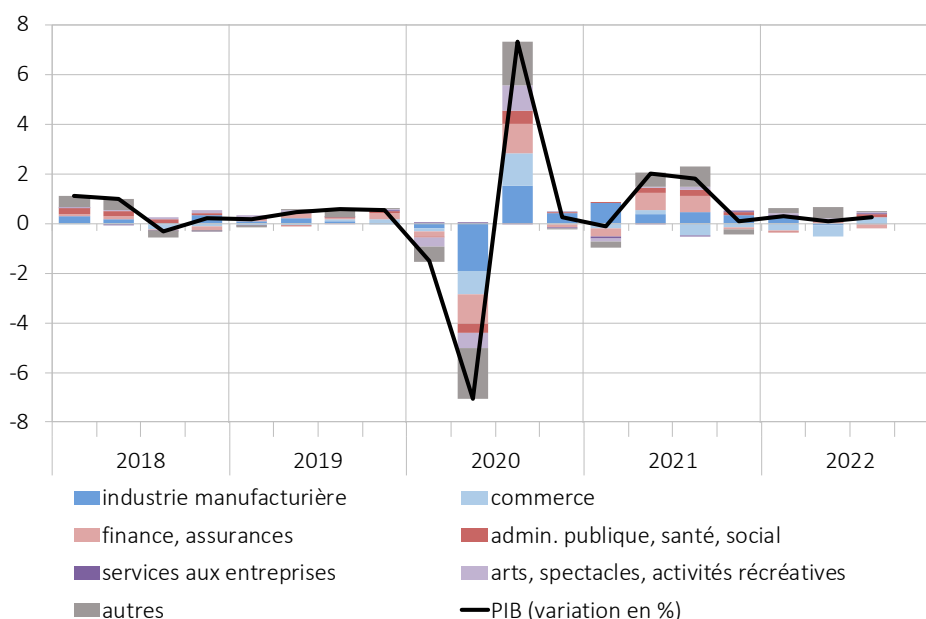
**tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production**  
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2021:4	2022:1	2022:2	2022:3
Industrie manufacturière	1.9	1.6	-0.4	-0.2
Construction	-1.3	-0.6	-1.7	-2.2
Commerce	-0.6	-1.6	-2.4	2.3
Hébergement, restauration	1.9	0.0	13.0	2.8
Finance, assurances	-1.1	0.1	-1.1	-2.1
Services aux entreprises	0.7	0.0	0.1	0.6
Administration publique	0.1	0.1	0.1	0.5
Santé, social	0.4	1.2	1.2	0.7
Arts, spectacles, activités récréatives	-15.5	10.9	3.5	0.2
Autres	-0.5	1.1	2.3	-0.1
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0.1</b>	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>0.2</b>
<b>Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs</b>	<b>0.2</b>	<b>0.2</b>	<b>0.1</b>	<b>0.2</b>

source : SECO

**graphique 19 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB**

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

**Industrie manufacturière** : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.



**tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense**  
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2021:4	2022:1	2022:2	2022:3
Consommation des ménages	0.2	0.4	1.3	0.7
Consommation des administrations publiques	0.3	0.3	0.0	0.2
Investissements dans la construction	-1.2	-1.2	-1.1	-2.0
Investissements en biens d'équipement	4.6	-4.2	1.7	2.1
Exportations de biens sans objets de valeur	-2.1	7.4	-13.5	7.8
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	2.4	1.6	-1.3	1.7
Exportations de services	11.5	-8.5	6.6	2.0
Importations de biens sans objets de valeur	0.8	4.9	-0.7	3.0
Importations de services	4.8	-8.0	3.3	7.8
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0.1</b>	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>0.2</b>

source : SECO

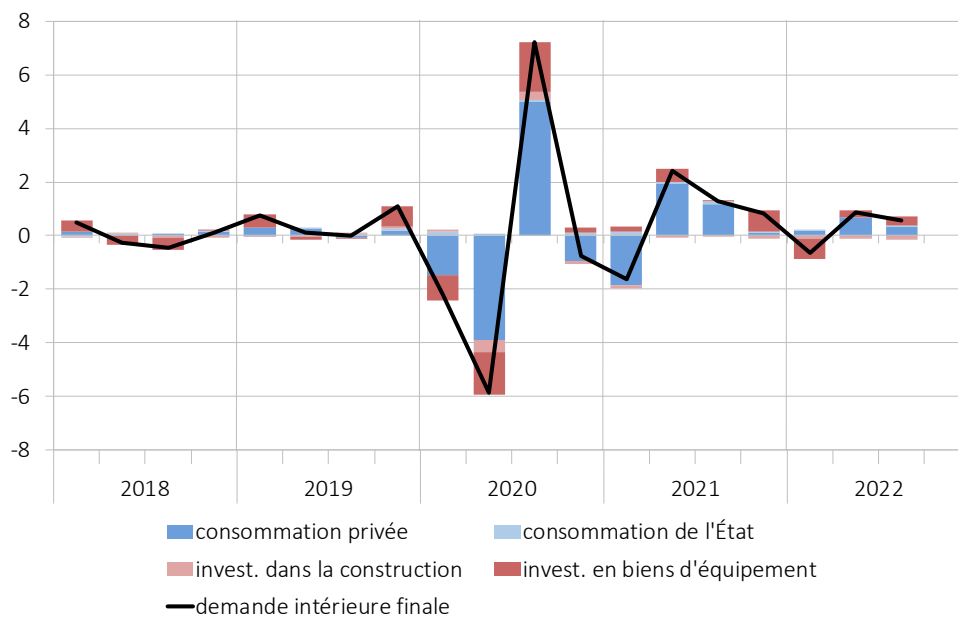
**tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB**

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2021:4	2022:1	2022:2	2022:3
Demande intérieure finale	0.8	-0.7	0.9	0.6
Variation des stocks y compris erreur statistique	-0.6	-0.7	4.8	-1.4
Balance commerciale sans objets de valeur	0.1	1.6	-5.4	1.0

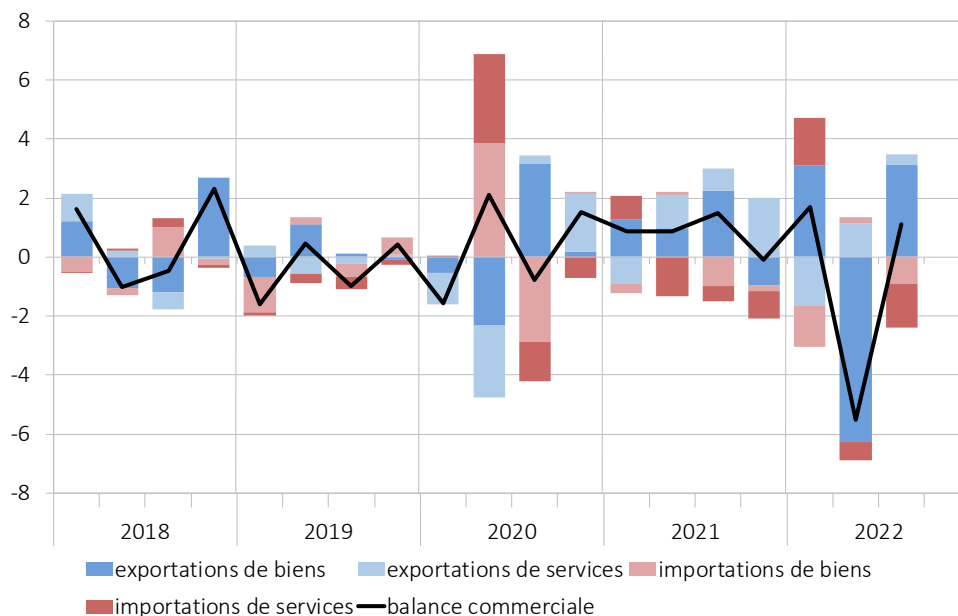
source : SECO

**graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale**  
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport  
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

**graphique 21 : Composantes de la balance commerciale**  
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles  
 désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



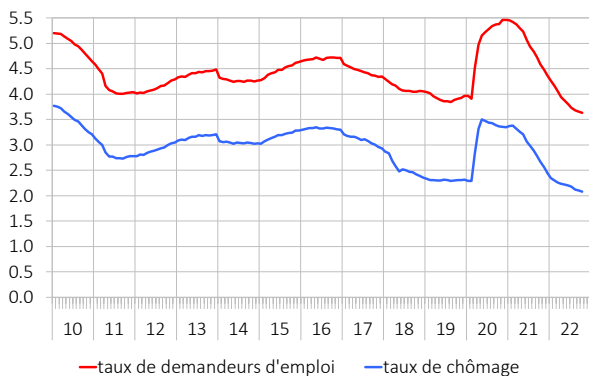
source : SECO

## Marché du travail

Fin octobre 2022, le nombre de chômeurs, corrigé des variations saisonnières, a diminué de 1 100 unités par rapport au mois précédent, s'établissant à environ 95 800, soit une baisse similaire à celle enregistrée au cours des six mois précédents. Le taux de chômage désaisonnalisé s'est stabilisé à 2,1 %, soit 0,2 point de pourcentage de moins que le niveau d'avant la crise de février 2020 (graphique 22). En chiffres corrigés des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi<sup>6</sup> a diminué d'environ 1 200 unités par rapport au mois précédent, pour s'établir à 167 000, soit une baisse du taux de 3,7 % à 3,6 %.

**graphique 22 : Demandeurs d'emploi et chômage**

valeurs désaisonnalisées, taux en % de la population active

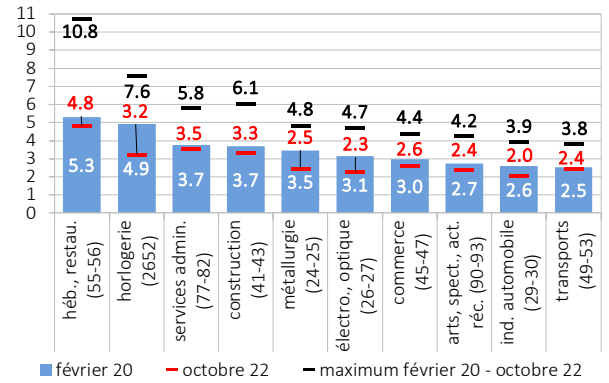


source : SECO

Dans presque tous les secteurs, le taux de chômage est plus ou moins inférieur au niveau d'avant la crise depuis environ six mois (graphique 23). Le taux de chômage était particulièrement bas dans l'horlogerie à la fin du mois d'octobre, mais cela est également dû à la forte augmentation du chômage dans ce secteur au cours des mois précédant la crise du Covid-19. Dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, le taux de chômage demeure également inférieur au niveau d'avant la crise. Toutefois, une hausse a été enregistrée à partir de l'été jusqu'au mois dernier (graphique 24).

**graphique 23 : Taux de chômage, diverses branches**

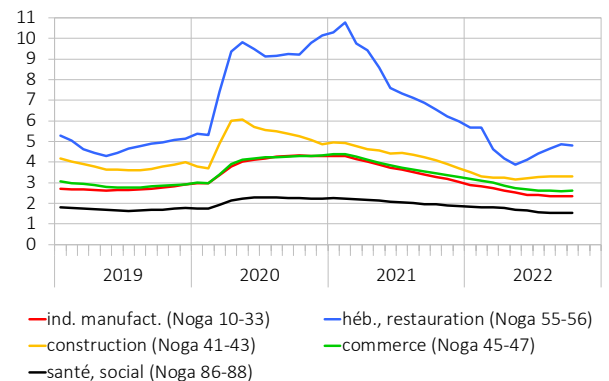
valeurs désaisonnalisées, en % de la population active, entre parenthèses : codes Noga des secteurs d'activité économique



source : SECO

**graphique 24 : Taux de chômage, divers secteurs**

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



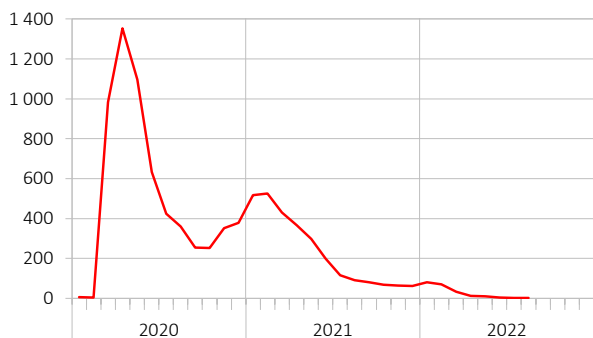
source : SECO

Dans le groupe d'âge des 15 à 24 ans, le taux de chômage n'est que de 2,0 %, soit un niveau nettement inférieur à celui des prévisions (2,6 %). Au cours des derniers trimestres, le taux de chômage du groupe d'âge des 50 à 64 ans a diminué plus lentement que celui des plus jeunes, mais avec un taux de 2,1 %, il est néanmoins légèrement inférieur au niveau d'avant la crise (2,2 %) depuis un trimestre.

<sup>6</sup> Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi au terme d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

**graphique 25 : Chômage partiel comptabilisé depuis 2020**

nombre d'employés en milliers

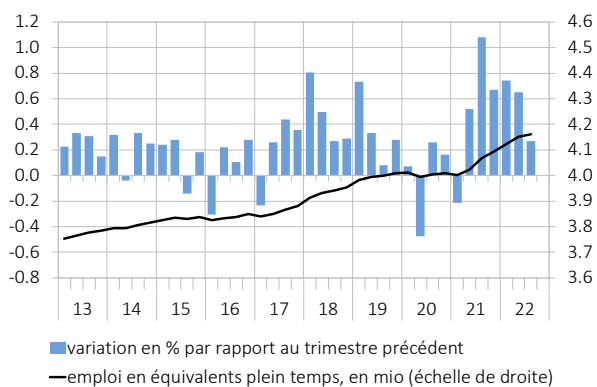


source : SECO

Le chômage partiel a fortement diminué depuis le printemps 2021 et a retrouvé son niveau d'avant-crise fin août 2022 (graphique 25). Seuls 1 600 employés environ percevaient encore des indemnités pour réduction de l'horaire de travail (RHT), soit 0,03 % des salariés. Le redressement du marché du travail après la crise du coronavirus se reflète notamment dans la quasi-disparition des indemnités RHT.

**graphique 26 : Emploi en équivalents plein temps**

valeurs désaisonnalisées

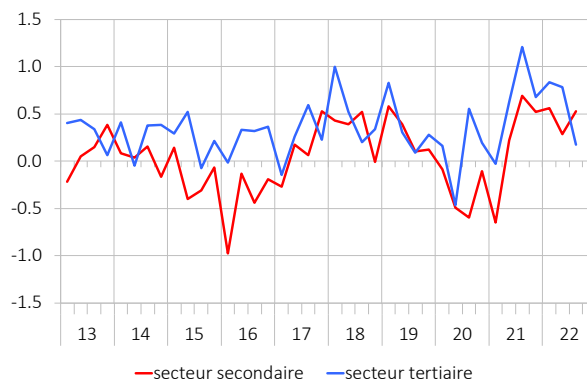


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, l'emploi en équivalents plein temps a progressé modérément par rapport au trimestre précédent (graphique 26).

**graphique 27 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire**

valeurs désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

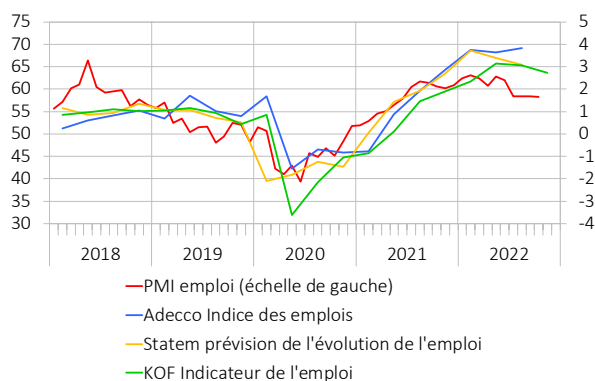


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les perspectives d'emploi de la Statem et l'indice du marché de l'emploi Adecco du 3<sup>e</sup> trimestre indiquent que la progression de l'emploi se poursuit. L'indicateur de l'emploi du KOF du 4<sup>e</sup> trimestre confirme ces perspectives. Cependant, tout comme les perspectives d'emploi de la Statem, il montre un léger recul au cours des deux derniers trimestres, ce qui indique une perte de dynamisme. Le sous-indice désaisonnalisé du PMI a stagné à un niveau élevé de 58,2 points en octobre 2022. Dans l'ensemble, les incertitudes mondiales semblent freiner progressivement la forte croissance de l'emploi observée après la crise du coronavirus.

**graphique 28 : Perspectives d'emploi**

PMI : valeur mensuelle ; autres indices : valeurs trimestrielles standardisées

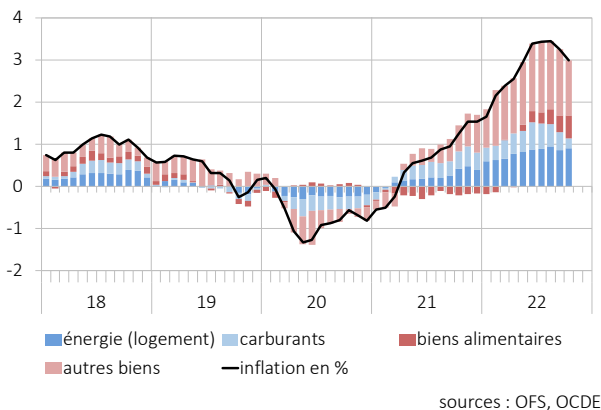


sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

## Prix

En août, l'inflation a atteint 3,5 %, son niveau le plus élevé depuis les années 1990. En octobre, elle était retombée à 3,0 %, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole et de l'appréciation du franc suisse. En revanche, l'inflation a continué de progresser dans la zone euro (10,7 %), portant l'écart d'inflation entre la Suisse et la zone euro à 7,7 points de pourcentage. Malgré une évolution qui reste modérée par rapport à l'étranger, l'inflation se situe toujours à un niveau inhabituellement élevé pour la Suisse. Une part importante de l'inflation est due à la hausse globale des prix de l'énergie et des denrées alimentaires : ces catégories de produits ont contribué à hauteur de 1,7 point de pourcentage à l'inflation en octobre (graphique 29).

**graphique 29 : Inflation et contributions**  
variation sur un an, en points de pourcentage

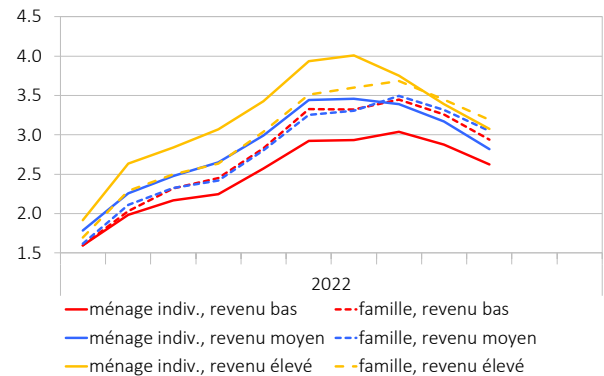


Les ménages à bas revenus consacrent une part plus importante de leur revenu à l'énergie et à l'alimentation, mais leur taux d'inflation « individuel » n'est pas supérieur à celui des ménages à revenus élevés.<sup>7</sup> Les calculs effectués à l'aide de la calculatrice de renchérissement individuel de l'Office fédéral de la statistique (OFS) montrent au contraire que l'inflation des ménages à faible revenu est jusqu'à présent plutôt légèrement inférieure à celle des ménages à revenu élevé (graphique 30).<sup>8</sup> Cela s'explique par le fait que les prix de différents biens, dont la demande est supérieure à la moyenne pour les mé-

nages à revenus élevés, ont également fortement augmenté. Il s'agit notamment des voitures de tourisme, des billets d'avion, des voyages organisés, de l'ameublement, mais aussi de l'habillement et des chaussures. De plus, les postes importants que sont les loyers et la santé représentent une part plus importante des dépenses des ménages à bas revenus. Dans ces domaines, les prix ont augmenté (loyers) ou diminué (santé) à un rythme inférieur à la moyenne.

Néanmoins, il est possible que les ménages à bas revenus soient plus sensibles à l'inflation. Alors que les ménages à revenus élevés peuvent faire face à la hausse actuelle des prix de l'énergie et des denrées alimentaires en réduisant leur taux d'épargne, les ménages à faibles revenus pourraient être contraints de réduire leur consommation d'autres biens.

**graphique 30 : Inflation en 2022 par niveau de revenu<sup>9</sup>**  
variation de l'IPC sur un an en %



En janvier 2023, les tarifs de l'électricité pour les ménages augmenteront en moyenne de 27 %.<sup>10</sup> Cela devrait entraîner une hausse de l'inflation d'environ 0,5 point de pourcentage. L'augmentation des prix de l'électricité varie toutefois fortement d'un fournisseur d'électricité à l'autre. L'impact sur les ménages dépend donc principalement du lieu de résidence. Les différences de profil de consommation (d'électricité) entre les catégories de revenus ne devraient avoir qu'une importance secondaire.

<sup>7</sup> Une analyse du KOF aboutit à des résultats similaires : <https://kof.ethz.ch/news-und-veranstaltungen/kof-news0/2022/11/wer-leidet-am-meisten-unter-der-hohen-inflation.html>.

<sup>8</sup> La calculatrice individuelle du renchérissement de l'OFS (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/enquetes/lik/calculatrice.html>) fournit des estimations basées sur un modèle de pondération très simplifié. Il convient donc d'être prudent dans l'interprétation des taux d'inflation qui en résultent. Il est toutefois possible de comparer l'impact des différentes classes de revenus.

<sup>9</sup> Le graphique tient compte de trois classes de revenus (sur un total de cinq) pour les deux types de ménages (selon le revenu mensuel brut) : ménage d'une personne de moins de 65 ans (bas revenu : moins de 4 045 CHF ; revenu moyen : entre 5 797 et 7 110 CHF ; revenu élevé : à partir de 9 062 CHF) ; ménage familial (bas revenu : moins de 8 651 CHF ; revenu moyen : entre 11 154 et 13 577 CHF ; revenu élevé : à partir de 17 542 CHF).

<sup>10</sup> Voir : <https://www.elcom.admin.ch/elcom/fr/home/documentation/medienmitteilungen/msg-id-90237.html>.